



FRANCE



[\(/fr/\)](#)

Torture et coup de couteau : ma vie de journaliste en Azerbaïdjan

juillet 10, 2015

par Agil Khalil, propos
rapportés par Quentin Müller



(whatsapp://send?
text=http://www.vice.com/fr/re
vie-de-journaliste-en-
azerbaïdjan-123)





Toutes les photos sont publiées avec l'aimable autorisation d'Agil Khalil .

Mes soucis en Azerbaïdjan, le pays où je suis né, ont commencé en février 2008. J'étais alors jeune journaliste pour *Azadliq*, l'un des rares médias d'opposition du pays. Je commençais dans le métier. Un jour, quelqu'un m'appelle et m'avertit que des travaux débutent en plein cœur du parc Zeytunlug, l'un des derniers coins de verdure de la capitale Bakou. J'en fus horrifié. Mais j'étais alors loin de m'imaginer que j'étais sur le point de gâcher ma carrière et ma vie en Azerbaïdjan. J'étais loin de savoir que j'allais être condamné à mourir pour avoir écrit sur ce parc, qui devait en fait être transformé en une luxueuse résidence pour les plus secrets hommes de main du président et dictateur Ilham Aliyev. J'étais loin de savoir que je passerais le reste de ma vie en France.

En arrivant dans le parc, je prends quelques photos. Je vois des ouvriers couper les arbres et creuser des trous dans le sol. Puis, je tombe nez à nez avec deux hommes en cravate, sortis d'une voiture noire aux vitres teintées. Ils me demandent violemment ce que je fais là. À peine sortie ma carte de presse qu'ils me l'arrachent. Puis, l'un des deux m'envoie un coup de pied. « Qui t'a envoyé ici ? », me demandent-ils. L'autre me fout un coup derrière la tête. Je tombe au sol. Je comprends vite que si je ne leur donne pas mon appareil photo, ils me tueront. Dans la

panique, je leur balance mon sac et fuis en courant. Eux se ruent dessus, pensant que mon appareil est dedans alors que je l'ai encore autour du cou. Je laisse mon portefeuille derrière moi, avec mes papiers d'identité à l'intérieur.



Le pouvoir en Azerbaïdjan est tenu par la famille Aliyev depuis 1993. Il y a eu tout d'abord Heydar, ancien ponté du parti communiste local, puis, ce fut le tour de son fils, Ilham. Après le démantèlement de l'URSS – auquel l'Azerbaïdjan appartenait –, les ressortissants de mon pays n'ont connu qu'une seule année de démocratie. C'était en 1992, sous Aboufaz Eltchibeï. Depuis, les Aliyev refusent obstinément de céder le pouvoir. Tellement qu'Ilham a fait changer la constitution du pays pour briguer un troisième mandat en 2013, qu'il a remporté à 84,6 % des voix. Les résultats avaient été publiés un jour avant même les premiers votes.

Après ma rencontre avec les deux hommes, je rentre à la rédaction où j'explique au tout-venant ce qu'il vient de m'arriver. Avec des collègues, nous décidons de porter plainte au commissariat du quartier, mais je comprends vite que la police a déjà été prévenue. Mes agresseurs sont donc des hommes importants ; ils veulent étouffer l'affaire. Les agents arrivent et je leur montre

mes photos. Ils grimacent. Puis ils me proposent tout bonnement de fermer ma gueule en échange de parts de terrain dans le parc Zeytunlug, accompagnés de l'équivalent de 50 000 euros.

Fidèle à mon éthique journalistique, j'ai refusé. À partir de ce moment, ma vie a changé du tout au tout.

C'est déjà arrivé à des journalistes de se faire empoisonner. Ce fut notamment le cas de mon confrère Rafig Tagi, en 2011. Après s'être fait poignarder trois fois dans le dos, il est mystérieusement mort quelques jours après à l'hôpital.

Chez moi, j'ai d'abord reçu des appels masqués. Ceux-ci me demandaient d'« accepter la proposition », avant de raccrocher. Puis je me suis fait suivre. À chacun de mes déplacements, je voyais derrière moi d'étranges hommes musclés et immenses. Mais je n'ai pas abandonné ma position. Au début du mois suivant, l'article paraissait.

Une semaine plus tard, une source du magazine qui travaille au sein du gouvernement azéri nous informe que les deux types que j'ai pris en photo font en réalité partie des services secrets d'Ilham Aliyev. Nous sommes le 13 mars 2008. Quelques heures après, je sors de la rédaction. Il fait nuit. Je regarde sur le trottoir d'en face et aperçois encore des hommes qui m'attendent. Je fais chemin inverse. Je marche et regarde autant que je peux derrière moi. Mais au bout de quelques mètres je me fais cerner dans une ruelle. Il fait très sombre. Deux types foncent dans ma direction et je m'écrase au sol.

Après ça, j'aperçois des ombres mâtinées de sang. Impossible de voir le visage des deux types. J'envisage simplement deux silhouettes de molosses en train de s'enfuir en courant. Le commerçant d'une épicerie voisine les a surpris. C'est aussi lui qui appelle une ambulance et des gens de ma rédaction qu'il connaît. Après cela, je ne me souviens plus de rien. Je n'ai pas senti la lame me transpercer la poitrine.

À mon réveil, les médecins de l'hôpital public dans lequel je me trouve me disent qu'elle n'est passée qu'à quelques millimètres du cœur.



Agil Khalil sur son lit d'hôpital, à la suite de son agression.

Depuis la prise de pouvoir de la famille Aliyev, il ne reste que peu de médias indépendants en Azerbaïdjan. Les seuls qui existent sont harcelés. Certains journalistes sont emprisonnés pour des raisons totalement arbitraires. Récemment, ce fut le tour de Khadija Ismayilova. Elle enquêtait sur des affaires de monopoles louches pour *Radio Free Europe*. C'est pourquoi depuis décembre 2014, elle attend d'être jugée, derrière les barreaux. On lui reproche aussi d'avoir poussé « l'un de ses collègues au suicide », ce qui est grotesque. Il y a quelques années, des hommes avaient fait effraction chez elle, et avaient placé des caméras pour filmer ses ébats sexuels avec son compagnon. Ses ravisseurs l'avaient alors menacée de balancer les vidéos sur internet si elle n'arrêtait pas ses enquêtes. Ce qu'elle n'a pas fait.

Car en Azerbaïdjan il n'y a pas de justice indépendante. Ça n'existe pas. Tout est encore contrôlé directement par l'État, comme à l'époque soviétique.

Je suis resté trois jours sur mon lit d'hôpital. J'ai reçu la visite des ambassades de France, des États-Unis, de Norvège et d'Allemagne en place à Bakou. Toutes m'ont promis de faire pression sur le gouvernement pour retrouver mes réels agresseurs. Moi, à ce moment-là, j'avais juste peur d'un possible empoisonnement. Car c'est déjà arrivé à des journalistes de se faire empoisonner à l'hôpital. Ce fut notamment le cas de mon confrère Rafiq Tagi, en 2011. Après s'être fait poignarder trois fois dans le dos, il est mystérieusement mort quelques jours après à l'hôpital.

Mais heureusement pour moi, au bout de trois jours seulement, les médecins m'ont prié de partir, prétextant la « faible gravité » de ma blessure.

J'ai contacté à nouveau Reporters Sans Frontières, qui a alors fait pression pour que j'obtienne un garde du corps jusqu'à la fin du procès. L'État qui voulait m'assassiner m'affrétait donc un garde du corps.

Devant la pression internationale – qui à l'époque, avait encore de l'influence sur le pays –, un procès démarre. Mais je me retrouve loin des promesses des ambassades occidentales. L'avocat qui s'occupe de mes affaires doit faire face à d'innombrables et grotesques rebondissements. Ses opposants lui présentent de fausses preuves et de faux accusés. Au milieu de tout ce bordel, je m'en vais me reposer dans ma ville natale, au centre du pays, Kurdemir, là où vit une grande partie de ma famille. Le 3 avril, la police du village m'appelle et me somme de rejoindre le commissariat du coin. Au téléphone, les gars me disent qu'ils ont du nouveau dans l'affaire. Une fois arrivé, je suis invité à monter au premier étage. Je n'étais pas méfiant. Dans un premier temps on m'a accueilli normalement. Puis on a fait sortir quelques policiers locaux de la pièce et un homme a fermé la porte à clef.

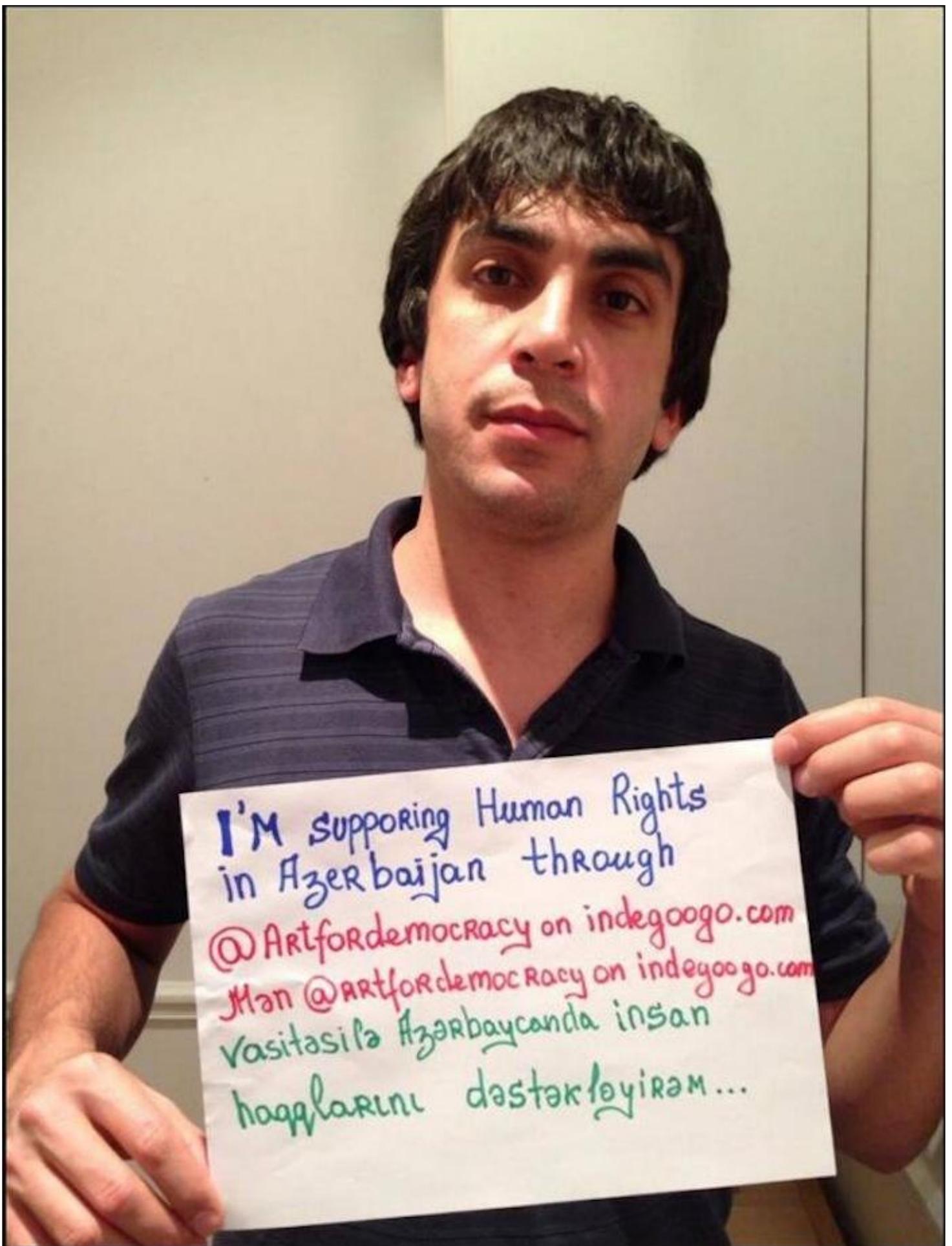
Les mecs m'ont forcé à regarder un film dans lequel un homme que je ne connaissais pas admettait qu'il avait tenté de m'assassiner. Un des policiers m'avertit que si je ne reconnais pas cet homme au procès, ils accuseraient un journaliste d'Azadliq ou iront dire aux télés que j'avais seulement tenté de me suicider. Comme j'ai refusé de céder à leur chantage, ils m'ont torturé. Je ne veux pas rentrer dans les détails. C'est quelque chose que je ne souhaite à personne. J'en fais encore des cauchemars. Pour me pousser à bout ils me disaient qu'ils mettraient en prison mon père et d'autres personnes de ma famille et qu'ils finiraient par me couper la tête et

la jeter sur le bord de la route. Au bout de deux jours et demi, las, j'ai fini par dire stop. J'étais d'accord pour dénoncer ce type. Heureusement, les ambassades européennes et l'ONG Reporters sans frontières ont fait pression pour ma libération.



Le jour de ma libération, à mon retour à Bakou, on a une nouvelle fois tenté de m'assassiner. Quelqu'un m'a poussé sur les rails de la station de métro du 28 mai (la date de notre première indépendance, en 1918). Des gens sur le quai m'ont sauvé de justesse. J'ai contacté à nouveau Reporters Sans Frontières, qui a alors fait pression pour que j'obtienne un garde du corps jusqu'à la fin du procès. L'État qui voulait m'assassiner m'affrétait donc un garde du corps. Quelle grande mesquinerie. Ayant des connaissances en France, c'est à ce moment, fin avril, que j'ai cherché à rejoindre le pays afin de fuir définitivement et vivre une vie tranquille à nouveau.

Dans le même temps, l'État azéri continuait à vouloir que je reconnaisse l'homme présenté en vidéo comme coupable. Si jamais je m'opposais à cet ordre, je devrais rester à jamais prisonnier de mon propre pays.



Avant que l'Azerbaïdjan ne devienne une sérieuse alternative à la Russie en termes de gaz, la France avait une réelle influence diplomatique dans le pays. Si la France et d'autres pays étrangers n'avaient pas fait pression sur le pouvoir, je ne serais plus de ce monde. Mais

aujourd'hui, les pays européens ont bien moins de marge de manœuvre pour faire pression sur l'État : les intérêts économiques sont désormais beaucoup trop importants.

Les autorités azéries ont de leur côté trouvé un autre dealer de drogue. Cet homme a reconnu mon agression, ma tentative d'assassinat et a pris seulement trois mois – ce qui est absurde. Pour moi, il est clair qu'il s'agissait d'un dealer arrêté à qui ils ont promis une grosse remise de peine s'il acceptait de se faire passer pour mon agresseur. Sinon, il n'aurait jamais pris trois mois, mais bien plus.

Après son aveu, on m'a laissé libre et j'ai pu rejoindre l'aéroport pour prendre un vol pour la France, escorté par l'ambassade française. Mais mon départ a été retardé de deux jours parce que les douaniers auraient retrouvé de la drogue dans mes bagages. Il m'apparaît clair aujourd'hui que l'information m'octroyant un droit de départ pour la France n'avait pas dû bien passer. J'ai donc dormi deux nuits à l'ambassade française, puis j'ai pu m'en aller pour Paris. C'était le 24 juillet 2008.

Depuis, j'ai dû repartir de rien. Je ne connaissais rien à la France. Ni la langue, ni le système. J'ai dans un premier temps habité à la Maison des Journalistes, puis j'ai fait une demande d'exil politique*. Des gens de la Maison des Journalistes m'ont filé des vêtements, et grâce aux gens qu'ils connaissaient, j'ai appris le français et je suis rentré à l'université d'Assas. C'est comme si je naissais une seconde fois. La France, m'a soutenu et accueilli. Grâce à la France je suis en vie. J'ai eu une deuxième éducation, une deuxième famille, et j'ai pu y rencontrer ma femme. Aujourd'hui je travaille de temps en temps pour le journal *Azadliq*, mais aussi à la Maison des journalistes, où je donne des conférences sur la liberté d'expression. En plus de cela, je bosse pour une agence de voyages à Paris – et je ne vends pas de voyage pour Bakou.

Lorsque je regarde derrière moi aujourd'hui, je vois ma vie en France. Je ne suis depuis jamais retourné en Azerbaïdjan. Trop peur de me faire reprendre. Puis je serais un danger pour eux. Tant qu'ils seront au pouvoir, je ne pourrai revenir. Des histoires comme la mienne, il y a en a beaucoup. Je ne pense pas que cela ait eu un grand impact. Mais j'ai la chance d'être en vie pour pouvoir la raconter. Mort, je n'aurais servi à rien. Je ne regretterai jamais le combat que j'ai mené là-bas. Je n'oublierai pas. Je ne pardonnerai jamais.

* Depuis le 3 juin 2015, Agil Khalil a obtenu la nationalité française.